



Chers patients, chères patientes,

Vous avez pu lire et entendre différentes choses dans les médias par rapport à un avant-projet de loi proposé par le ministre de la santé, Frank Vandebroucke. Pourquoi les médecins sont-ils mécontents ?

Premièrement, la concertation est menacée au profit de décisions imposées trop souvent d'en haut. Nous l'avons vu avec la pression exercée sur les syndicats des médecins lors du débat sur les économies à réaliser et qui a abouti la disparition du remboursement des consultations téléphoniques, pourtant très favorables à l'accessibilité aux soins et au bénéfice de l'écologie.

Deuxièmement, les médecins généralistes veulent se faire entendre pour défendre la médecine générale de proximité, accueillante et soutenante, socle essentiel du système des soins de santé.

Nous voulons que la nomenclature (le système de codes de l'INAMI pour attester une consultation ou un acte technique au cabinet qui figurent sur l'attestation de soins et vos relevés des dépenses qui vous concernent émanant de votre mutualité) soit revue de manière cohérente et globale. La rémunération du médecin doit donc combiner l'accès financier aux soins avec un revenu raisonnable du médecin.

Troisièmement, nous avons peur des nouvelles mesures envisagées de contrôle de notre métier. Nous voulons que notre travail soit reconnu pour sa qualité scientifique bien sûr. Mais l'exercice d'une médecine basée sur les preuves (Evidence Based Medicine) est plus compliquée qu'une série de chiffres. Nous voulons donc un contrôle des potentiels abus sans pour autant que cela ne touche à la liberté nécessaire au suivi de personnes qui ont leur mot à dire et de toutes façons en respectant les deux corollaires de la liberté diagnostique et thérapeutique que sont : la solidarité et la responsabilité sociale des patients et des soignants.

Quatrièmement, la concertation longue et tenace est indispensable. Le combat quotidien des syndicats de médecins demande une vision à long terme pour faire reconnaître la nécessité d'un système de soins bien structuré offrant **les meilleurs soins par le prestataire le plus adéquat, au meilleur moment, au meilleur endroit et au prix le plus juste**. Mais dans la plupart des cénacles de décisions, la médecine générale reste encore toujours trop souvent le parent pauvre et la demande de réaction rapide nous empêche de véritablement construire dans le timing des agendas politiques un argumentaire suffisamment abouti.

Mais surtout, le cri d'alerte par rapport à une mise en danger de notre système de santé n'est pas neuf et ne concerne pas que les médecins. Il vous concerne vous aussi patients et patientes. La sécurité sociale belge est un bien commun dont nous pouvons être fiers, Le gouvernement actuel est en train d'essayer de la détricoter par la mise en œuvre d'une réduction de l'aide sociale dans sa globalité. C'est aussi pour ça que nous nous battons.